

NOTE D'ALERTE #2

Zone de collecte

- Kinshasa
- Tshopo
- Kasai-Oriental
- Nord-Kivu
- Lualaba
- Kasai-Central
- Equateur
- Haut-Katanga
- Sud-Kivu
- Ituri
- Tanganyika
- Mai-ndombe



Date de
publication : **24 Août 2023**

Contacts

✉ info@actualite.cd

☎ +243 896 036 449
☎ +243 816 792 474



#Alerte : « Il faut lever l'état de siège à l'est du pays, car depuis son instauration il a failli à sa mission, car des groupes armés se sont radicalisés, d'autres ont été créés et aucun n'a été neutralisé.»

Kinshasa/Émission radio.

Depuis l'instauration de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en 2021, les opinions divergent et les populations restent divisées quant aux résultats de cette mesure exceptionnelle mise en place par le Président Félix Tshisekedi dans le but de pacifier la partie Est de la RDC.

Certains membres de la société civile estiment que l'état de siège a favorisé la montée de l'insécurité, la création de groupes armés et la prolifération des forces négatives locales et étrangères, telles que les ADF/MTM à Beni et le M23 à Rutshuru, Masisi et une partie de Nyiragongo. Les Forces Armées de la République ne partagent pas cette opinion.

Lors d'un briefing presse organisé le mercredi 16 août 2023, le général Sylvain Ekenge, porte-parole des FARDC, a déclaré que l'état de siège a permis à l'armée congolaise de contenir les menaces qui pesaient sur le Nord-Kivu et l'Ituri.

« En termes d'acquis, d'abord on a circonscrit ces menaces. En Ituri ou au Nord-Kivu, il y a des opérations qui ont été menées. Il y a eu beaucoup de rendus de la part des groupes armés locaux. Au Nord-Kivu, plus de 2 000 membres des groupes armés qui se sont rendus. Tout cela a permis à ce que nous puissions rouvrir certaines routes des opérations militaires.

SANGO^{ya} BOMOKO

HABARI YA UMOJA

NOTE D'ALERTE #2

Zone de collecte

- Kinshasa
- Tshopo
- Kasai-Oriental
- Nord-Kivu
- Lualaba
- Kasai-Central
- Equateur
- Haut-Katanga
- Sud-Kivu
- Ituri
- Tanganyika
- Mai-ndombe



Date de
publication : **24 Août 2023**

Contacts

✉ info@actualite.cd

☎ +243 896 036 449
+243 816 792 474

La pression a été telle qu'on a neutralisé les groupes armés, les collaborateurs des rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF), (un groupe armé d'origine ougandaise, n.d.r.), beaucoup ont été arrêtés. Nous avons anéanti quasiment le réseau de ravitaillement, de recrutement, des collaborateurs un peu partout. Il y a beaucoup d'ADF qui ont été neutralisés », avait-il déclaré.

Cependant, le maintien de l'état de siège fait débat et il s'est tenu durant trois jours à Kinshasa, une table ronde à caractère national réunissant différents acteurs de la communauté. Parmi eux figuraient des membres du gouvernement, des élus du peuple et plus particulièrement les gouverneurs civils qui ont été remplacés par les militaires, une des particularités de l'état de siège, les dirigeants de la FEC et de la société civile. Lors de ces travaux, les participants ont discuté des forces, des faiblesses et d'autres aspects liés à l'état de siège, dans le but de mieux comprendre et analyser la situation. Les résolutions ont été remises au président de la République.

